

Unité départementale de l'Eure
12 rue de Melleville
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le
07/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



NUFARM SA

USINE NOTRE DAME DE LA GARENNE
27600 GAILLON

Références :

Code AIOT : 0005800370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2022 dans l'établissement NUFARM SA implanté Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 GAILLON. L'inspection a été annoncée le 18/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUFARM SA
- Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 GAILLON
- Code AIOT : 0005800370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Ied : Oui

La société NUFARM pratique sur son site de Gaillon :

- la synthèse,
 - la formulation,
 - et le conditionnement,
- d'herbicides, de fongicides et d'insecticides ainsi que de régulateurs de croissance.

Les installations du site NUFARM de Gaillon sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015 modifié autorisant l'exploitation de l'établissement.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut compte-tenu des quantités de produits toxiques et dangereux pour l'environnement fabriqués et stockés sur le site (rubriques 4120, 4130, 4510 et 4511). Il est également identifié comme prioritaire IED (rubrique principale 3440 – Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique de produits phytosanitaires). Le BREF principal associé aux activités du site est la BREF OFC « Produits de chimie organique fine ».

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécurisation du site/clôtures
- information des voisins
- identification de potentiels effets domino

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Clôtures	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.3.1 - §3	/	Sans objet
2	Information des voisins	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.515-88 (pp)	/	Sans objet
3	Environnement immédiat & effets domino	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-90 pp du CdE - 3ème §	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est rendue sur le site NUFARM de Gaillon (27) pour une inspection portant sur l'action nationale « Seveso 100 m ».

Il ressort de la visite l'existence d'une communication succincte ou inexistante depuis le site Seveso vers les établissements voisins. La communication avec les voisins est à renforcer.

Concernant les risques d'effets domino, l'inspection n'en a pas identifié à la date de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.3.1 - §3
Thème(s) : Autre, Clôtures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture a une hauteur minimale de 2 m.
Constats : L'inspection a procédé le jour de la visite à un tour complet du site et a constaté : <ul style="list-style-type: none">- que la totalité de la périphérie du site était effectivement clôturée;- globalement un bon état des clôtures. L'inspection relève qu'un réseau de caméras (avec supervision au poste de garde) permet une surveillance de la quasi totalité de la périphérie du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Information des voisins

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.515-88 (pp)
Thème(s) : Actions nationales 2022, AN Seveso 100m - Informations des voisins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines soumises à autorisation ou à enregistrement ainsi que les exploitants d'installations nucléaires de base et d'ouvrages visés aux articles R.551-7 à R.551-11 informés des risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers définie à l'article L.181-25, dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter lesdites installations. Il transmet copie de cette information au préfet.
Constats : L'inspection a réalisé des visites chez les entreprises extérieures voisines (dans le rayon de 100m autour du site) du site NUFARM. Globalement, il ressort des échanges que certains voisins : <ul style="list-style-type: none">- n'ont pas connaissance que leur voisin est un site Seveso et que l'activité du site en question présente des risques ;- ne savent pas qu'une alerte-sirène est régulièrement testée et ne connaissent pas les consignes de sécurité à appliquer en cas d'alerte;- ne participent à aucun exercice ;- n'ont aucun échange avec le site Seveso voisin. La société Schoeller Allibert déclare être informée des risques présentés par le site Seveso Voisin, NUFARM. Elle a connaissance de consignes de sécurité particulières vis-à-vis de l'établissement NUFARM, le site étant impacté par le Plan de Prévention des Risques Technologiques de NUFARM. La site de la société Schoeller Allibert est équipée d'une alarme centralisée, de plusieurs points de rassemblement recensés sur le plan d'intervention du site.
Observations : L'inspection constate l'inexistence d'une communication avec les entreprises voisines du site NUFARM. Aussi, il convient que l'exploitant mette en place une communication régulière avec ses voisins quant à la nature des risques encourus et l'existence de consignes de sécurité particulières à appliquer en cas d'alerte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Environnement immédiat & effets domino

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-90 pp du CdE - 3ème §
Thème(s) : Risques accidentels, effets domino
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque le préfet dispose d'informations complémentaires a celles fournies par l'exploitant, en ce qui concerne l'environnement immédiat de l'établissement, il met ces informations à la disposition de l'exploitant. Ces informations comprennent, lorsqu'elles sont disponibles, les coordonnées d'établissements voisins, sites industriels, zones et aménagements L'exploitant en tient compte pour identifier les facteurs susceptibles d'être a l'origine, ou d'accroître le risque ou les conséquences d'un accident majeur et d'effets domino.
Constats : L'inspection a identifié les établissements situés dans la bande des 100m autour du site NUFARM. Il ressort la présence : a) de maisons individuelles et d'un hôtel-restaurant (ayant subi un incendie en 2022) qui n'ont pas fait l'objet d'investigations particulières de la part de l'inspection. L'inspection n'a identifié aucun risque évident d'effet domino. b) de l'entreprise Schoeller Allibert : Cette société fabrique des caisses palettes et palettes plastiques. L'activité du site relève principalement des rubriques 2661 (transformation de polymères) et 2662 (stockage de polymères) pour lesquelles il relève du régime de l'Enregistrement. Une visite du site réalisée le 30 août 2022 permet de confirmer l'absence de risques d'effet domino vers le site NUFARM. c) de l'entreprise SFR (Service Fourniture Réfractaire): Cette société exerce des activités de fourniture, d'assistance et de réfection de fours réfractaires. Une visite du site réalisée le 30 mars 2022 relève que l'activité du site ne relève pas de la nomenclature des ICPE. L'inspection n'a identifié aucun risque évident d'effet domino. d) de l'entreprise AEMI : Cette société exerce une activité d'ingénierie dans le domaine du câblage de tableaux électriques et d'automatismes. Une visite du site réalisée le 08 mars 2022 relève que l'activité du site ne relève pas de la nomenclature des ICPE. L'inspection n'a identifié aucun risque évident d'effet domino. e) de l'entreprise Fred Auto Sport: Cette société exerce des activités de Gestion automobile et mécanique qui ne relève a priori pas de la nomenclature des ICPE. L'inspection n'a identifié aucun risque évident d'effet domino. f) de l'entreprise ADREXO : Cette société exerce des activités dépôt relais pour la distribution de colis et pour la distribution de publicités. Ces activités ne relèvent a priori pas de la nomenclature des ICPE. L'inspection n'a identifié aucun risque évident d'effet domino.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet